



SOMMAIRE

Point 31 de l'ordre du jour:	Page
Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (<i>suite</i>)	
Articles 11 et 12 du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.....	301

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (E/2573 [annexes I, II et III], A/2907 et Add.1 et 2, A/2910 et Add.1 à 6, A/2929, A/3077, A/C.3/L.460, A/3149, A/C.3/L.528, A/C.3/L.532, A/C.3/L.578 à 580) [suite]

ARTICLES 11 ET 12 DU PROJET DE PACTE RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (E/2573, ANNEXE I, A)

1. Mme ROSSEL (Suède) note que les articles 11 et 12 du projet de pacte (E/2573, annexe I, A) concernent deux aspects d'un même problème et suggère à la Commission de faire porter la discussion générale sur les deux articles à la fois.

2. M. DIAZ CASANUEVA (Chili) partage entièrement l'opinion de la représentante de la Suède. L'examen des articles 11 et 12 au cours d'un même débat aurait un double avantage: il permettrait à la Troisième Commission de dégager plus facilement les intentions de la Commission des droits de l'homme; il lui donnerait, en outre, la possibilité d'envisager soit de fondre les deux articles en un seul, soit d'en changer l'ordre en plaçant l'article 12, d'un caractère plus général, avant l'article 11, d'un caractère plus particulier.

3. M. HOARE (Royaume-Uni) est d'avis que l'article 11 et l'article 12 sont étroitement liés. La délégation du Royaume-Uni a en fait à une époque proposé que l'on supprime l'article 11, puisqu'en mentionnant le niveau de vie l'article 12 répond au même objet. La délégation du Royaume-Uni n'insistera pas maintenant sur cette suggestion, mais elle rappelle que le Secrétaire général a, dans un document précédent sur les projets de pactes, suggéré la fusion des deux articles. La méthode préconisée par la Suède mérite donc de retenir l'attention de la Commission.

4. M. BAROODY (Arabie Saoudite), après avoir souligné l'interdépendance des articles 11 et 12, déclare que sous sa forme actuelle le début de l'article 12 n'est pas très clair et prête à controverse. En effet, si connue que soit l'expression "niveau de vie", elle n'en est pas plus précise pour autant. Ce qui constitue l'indispensable pour les uns ne représente que le superflu pour les autres et la portée de l'expression, déjà très incer-

taine sur le plan national, est encore plus difficile à déterminer sur le plan international. Il s'agit d'une notion qui, à proprement parler, n'a pas un caractère juridique et ne devrait pas trouver place à l'article 12.

5. On pourrait envisager de supprimer les mots en question. Cela ne signifie pas d'ailleurs que l'article 12 soit tout entier à rejeter. Le dernier membre de phrase est au contraire très intéressant. Il pourrait utilement compléter l'article 11, que la Commission devrait conserver malgré l'ambiguïté du mot "suffisants". Dans ces conditions, le représentant de l'Arabie Saoudite propose formellement de fondre les articles 11 et 12 en ajoutant à l'article 11 les mots "ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence".

6. M. Baroody est favorable à l'amendement de la Pologne (A/C.3/L.532, point 3), qui mentionne les moyens grâce auxquels les Etats assureront l'application du droit énoncé à l'article 11. Il estime que par "mesures appropriées" on doit entendre aussi bien les dispositions législatives que les actes réglementaires. Il souligne, pour terminer, que l'idée d'une amélioration constante des conditions d'existence est parfaitement compatible avec le principe de la mise en œuvre progressive des droits économiques et sociaux.

7. M. PAZHAWAK (Afghanistan) appuie la suggestion de la délégation suédoise.

8. Le PRESIDENT propose à la Commission de faire porter la discussion générale sur les articles 11 et 12.

Il en est ainsi décidé.

9. Mme QUAN (Guatemala), présentant l'amendement (A/C.3/L.579) dont elle a saisi la Commission, fait observer que sous sa forme actuelle l'article 11 proclame un droit, mais ne comporte aucune obligation expresse pour les Etats. La proposition guatémaltèque a pour objet de combler cette lacune. Elle est néanmoins rédigée en termes suffisamment généraux pour laisser aux Etats la faculté de choisir, compte tenu de leur degré de développement, les modalités d'application qu'ils jugeront les plus appropriées. Rien ne serait "imposé" aux Etats; ils devraient simplement prendre des mesures pour permettre aux individus de se procurer plus facilement ce qui est essentiel à l'existence: la nourriture, le vêtement et le logement. L'amendement du Guatemala complète plutôt qu'il ne modifie le texte original; son adoption ferait de l'article 11 une disposition qui, conformément à l'esprit du pacte, serait autre chose qu'une simple déclaration, sans pourtant être trop précise.

10. Mme Quan serait favorable à une fusion des articles 11 et 12. Si la Commission se prononçait pour une disposition unique, l'idée dont s'inspire l'amendement du Guatemala présenterait encore une utilité et pourrait être retenue.

11. M. BRENA (Uruguay) relève que l'article 11 a une portée plus limitée que l'article 12. Il serait donc logique d'inverser l'ordre des deux dispositions et de

placer en tête l'article 12 actuel. On peut considérer d'autre part que l'article 11 constitue une illustration de l'idée générale contenue dans l'article 12. De ce point de vue, on pourrait envisager de fondre les deux articles en une disposition unique telle que, par exemple :

“Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant et à une amélioration constante de ses conditions d'existence, et en particulier le droit à une nourriture, à un vêtement et à un logement suffisants.”

12. Pour sa part, le représentant de l'Uruguay préférerait une autre formule. Il estime en effet qu'une expression comme “niveau de vie” appelle des précisions. On devrait notamment indiquer la raison pour laquelle l'individu a droit à un “niveau de vie suffisant”. De plus, s'il n'est peut-être pas indispensable de mentionner le droit à un vêtement, il paraît insuffisant de parler de nourriture et de logement ; il faut souligner que l'individu peut prétendre à une nourriture rationnelle et à un logement décent. M. Brena suggère donc le texte suivant :

“Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant lui permettant de vivre dans des conditions favorables au développement de ses facultés physiques, intellectuelles et morales et en particulier le droit à une alimentation rationnelle et à un logement décent.”

Il fait observer que cette rédaction se rapproche de celle de l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

13. Le représentant de l'Uruguay pense que l'amendement proposé par l'Afghanistan (A/C.3/L.578) n'apporte aucune précision véritable. Quant à l'amendement du Guatemala (A/C.3/L.579), assez peu différent de celui de la Pologne (A/C.3/L.532, point 3), il ne paraît pas s'imposer puisqu'en vertu de l'article 2 les Etats s'engageront à prendre les mesures propres à assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le pacte. Il n'est pas utile de rappeler cette disposition générale dans un article particulier.

14. M. HOARE (Royaume-Uni) pense que le premier texte suggéré par l'Uruguay pourrait être raccourci comme suit :

“Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie convenable, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence¹.”

15. Il fait observer que les articles 11 et 12 ne sont pas sans rapport avec l'article 13, et que le développement physique, intellectuel et moral dont fait état la seconde formule de l'Uruguay ressemble beaucoup au bien-être physique, mental et social dont il est question à l'article 13.

16. M. EUSTATHIADES (Grèce), constatant que l'on songe à fondre les articles 11 et 12, signale qu'il est fait mention de l'alimentation et du logement au paragraphe 2, b, de l'article 13. On pourrait éventuellement envisager de grouper dans un seul et même article la reconnaissance du droit et les mesures que les Etats devront prendre pour en assurer l'exercice. Le représentant de la Grèce souligne qu'il ne s'agit là que d'une simple suggestion.

17. M. BAROODY (Arabie Saoudite) pense que les articles 11 et 12 ne devraient soulever aucune difficulté

majeure. Le mot “reconnaissent” lui paraît très bien choisi, car il laisse à chaque Etat le soin de prendre les mesures voulues, compte tenu des conditions économiques et sociales du pays intéressé. M. Baroody est en faveur de la concision et ne croit pas qu'il faille, comme le représentant de l'Uruguay l'a suggéré, développer l'article.

18. Mme KOWALIKOWA (Pologne) déclare que sa délégation a présenté aux articles 11 et 12 un amendement identique (A/C.3/L.532, point 3), qui tend à leur donner une force obligatoire plus grande. Le droit d'une personne à une nourriture suffisante, par exemple, reste lettre morte si cette personne est sans ressources ou s'il y a pénurie de denrées. C'est pourquoi il faut que les Etats assurent des conditions propres à l'exercice de ce droit. La délégation polonaise a choisi à dessein des termes très généraux pour que son amendement puisse être accepté par tous.

19. L'amendement guatémalien (A/C.3/L.579) est proche de l'amendement polonais, mais Mme Kowalikowa croit néanmoins qu'il est plus faible.

20. M. DIAZ CASANUEVA (Chili) ne partage pas l'avis du représentant de l'Arabie Saoudite et tient à ce que l'article consacre le droit à “un niveau de vie suffisant”. La notion que ces mots traduisent n'est nullement obscure ; l'Organisation des Nations Unies a d'ailleurs réuni il y a quelque temps, de concert avec le Bureau international du Travail, un comité d'experts qui a défini un certain nombre des éléments constitutifs du niveau de vie². Le droit à un niveau de vie suffisant présente une très grande importance pour tous les pays du monde, en particulier pour les pays peu développés, et la Commission devrait, à cet égard, tenir compte du débat de la Deuxième Commission sur le développement économique des pays sous-développés.

21. La délégation du Guatemala a présenté un amendement (A/C.3/L.579) que M. Díaz Casanueva appuiera, mais dont il conviendrait de préciser la portée. En vertu de cet amendement, les Etats, non contents de reconnaître un droit, s'engageraient à en faciliter l'acquisition. C'est là un très grand pas en avant ; il s'agit en effet de passer d'une simple reconnaissance à une obligation, laquelle doit bien entendu être fonction des ressources, très limitées dans le cas des pays sous-développés. Ces pays ne peuvent parvenir au but souhaité par leurs seuls moyens. Nombreux sont ceux qui, comme le Chili, manquent de denrées alimentaires et doivent en importer. Mais ils ne disposent que de faibles réserves de devises, dont le montant varie considérablement suivant le cours des matières premières sur les marchés mondiaux. Ils ont donc grand besoin du concours de la collectivité internationale. M. Díaz Casanueva aimerait voir employer un terme plus général que celui d'acquisition. D'autre part, il ne saurait trop insister sur la nécessité de conserver les expressions “niveau de vie” et “amélioration constante”, car, en consacrant le droit considéré, on stimulera le progrès économique et social des peuples et on amènera les Etats à reconnaître que l'élévation du niveau de vie doit être pour eux une préoccupation constante. Quant à inclure dans l'article une définition du “niveau de vie”, cela paraît inutile, les habitants de chaque pays sachant fort bien ce qu'ils entendent par là. Etant donné que le niveau de vie dépend partout des possibilités locales, M. Díaz Casanueva pense que le mot

¹ L'amendement a été distribué ultérieurement sous la cote A/C.3/L.582.

² Voir *Rapport sur la définition et l'évaluation des niveaux de vie du point de vue international* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 1954.IV.5).

“suffisant” a été fort bien choisi par la Commission des droits de l’homme.

22. Le représentant du Chili estime qu’avant de discuter les amendements, les membres de la Commission devraient se mettre d’accord sur les idées fondamentales.

23. M. PAULUS (Inde) rappelle qu’à la huitième session de la Commission des droits de l’homme, la délégation britannique avait fait valoir que le droit de toute personne à une nourriture, à un vêtement et à un logement suffisants était implicitement contenu dans le droit à un niveau de vie suffisant; il note avec satisfaction que le représentant du Royaume-Uni n’insiste pas sur ce point. La délégation indienne préfère en effet que l’on mentionne expressément le droit énoncé à l’article 11, la nourriture, le vêtement et le logement comptant parmi les besoins primordiaux de l’homme. Elle ne s’opposera pas à ce que l’on fonde les deux articles, à condition que ce ne soit pas au détriment de l’idée exprimée à l’article 11.

24. M. BRILLANTES (Philippines) est d’avis lui aussi de fondre les articles 11 et 12 et présente à cette fin un amendement (A/C.3/L.580). Le texte proposé est concis et conserve l’essentiel des **textes élaborés par** la Commission des droits de l’homme (E/2573, annexe I, A). M. Brillantes a employé le mot “décent” pour qualifier le niveau de vie parce que ce mot a une portée morale et que, de plus, il figure dans l’article 7, où il est question d’une existence décente. On aurait tort, semble-t-il, d’employer deux termes différents alors qu’il s’agit de la même idée fondamentale.

25. M. MUFTI (Syrie) n’est pas opposé à la fusion des deux articles, à condition que l’on tienne compte dans le texte unique de tous les amendements présentés, notamment de l’amendement de l’Afghanistan (A/C.3/L.578), et que l’on mette suffisamment en relief le droit consacré dans l’article 11.

26. Comme l’a fait observer le représentant du Chili, la Commission est appelée à trancher une question de principe. Il serait donc bon qu’elle se prononce dès à présent sur la question de savoir si elle accepte de fondre les deux articles en un seul. Dans l’affirmative, il y aurait intérêt, pour faciliter les travaux, à constituer un groupe de travail dont feraient partie les délégations qui ont déposé des amendements, ainsi que celles qui désireraient soumettre des suggestions.

27. M. PAZHWAK (Afghanistan) estime que le droit de toute personne à une nourriture, à un vêtement et à un logement suffisants suppose, en fait, la possibilité d’arriver à ces objectifs. C’est là l’idée fondamentale de l’amendement qu’il a présenté (A/C.3/L.578).

28. M. Pazhwak préfère à la proposition des Philippines les suggestions formulées par les délégations du Royaume-Uni et de l’Arabie Saoudite, qui sont très proches l’une de l’autre; il voudrait savoir si leurs auteurs seraient disposés à les combiner et à présenter à la Commission un texte de compromis. Un tel texte serait, à son avis, susceptible d’obtenir l’assentiment de la majorité. Le représentant de l’Afghanistan juge par ailleurs qu’il vaudrait mieux ne pas fixer, pour le moment, d’heure limite pour la présentation des amendements.

29. Mme AFNAN (Irak) ne voit pas d’objection à la fusion des articles 11 et 12, qui visent tous deux à améliorer le niveau de vie de l’individu. Par contre, l’article 13 porte sur une question entièrement différente; il convient donc de l’examiner séparément.

30. La délégation de l’Irak considère qu’il ne suffit pas de proclamer, à l’article 11, le droit de l’individu à une nourriture, à un vêtement et à un logement suffisants. Il convient de stipuler expressément que les Etats ont l’obligation de prendre des mesures appropriées en vue d’assurer l’exercice de ce droit. En ce qui concerne le logement, par exemple, les entreprises privées n’ont souvent pas les capitaux nécessaires pour construire des habitations à l’intention des groupes à faible revenu, et il appartient à l’Etat de prendre des initiatives dans ce domaine. Le Gouvernement irakien a estimé qu’il devait assumer une responsabilité à cet égard et il a consacré cette année 5,5 millions de dollars, prélevés sur les recettes de l’industrie pétrolière, aux programmes à long terme de construction de logements.

31. La représentante de l’Irak votera en faveur des amendements qui sont conformes à la position adoptée par sa délégation.

32. Tout en reconnaissant que les articles 11 et 12 s’inspirent de la même idée, M. TSAO (Chine) juge préférable de ne pas les fondre en un seul. En effet, la notion de niveau de vie a une portée plus vaste que les droits reconnus à l’article 11 et une très large place lui est faite à l’article 25 de la Déclaration universelle des droits de l’homme; il convient d’en souligner l’importance en lui consacrant un article distinct.

33. Passant à l’amendement afghan (A/C.3/L.578), M. Tsao précise qu’il s’agit dans le cas présent non pas tant de droits que d’objectifs. La formule utilisée dans les deux articles se trouve dans les articles 22, 23, 24, 25 et 26 de la Déclaration universelle des droits de l’homme. Il n’y a donc pas lieu de la compléter et M. Tsao espère que le représentant de l’Afghanistan n’insistera pas pour que son amendement soit mis aux voix.

34. La délégation de la Chine ne peut appuyer l’amendement du Guatemala (A/C.3/L.579). Les clauses d’application générale font l’objet de la quatrième partie du pacte et il serait peu judicieux de prévoir, dans chaque article, des mesures de mise en œuvre.

35. M. THIERRY (France) fait observer qu’en précisant à l’article 11 que toute personne doit avoir la possibilité de se procurer une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, on risquerait d’énoncer sous une forme différente l’idée qui est à la base de l’alinéa *b* de l’article 7. En revanche, les articles en discussion ne mentionnent pas les mesures de caractère économique que les Etats doivent prendre en vue d’élever le niveau de vie en général et de permettre à l’individu d’améliorer ses conditions d’existence. Une disposition prévoyant l’adoption de mesures de cet ordre se trouve au paragraphe 2 de l’article 13; M. Thierry estime qu’elle devrait également figurer dans le texte unique qui remplacerait, le cas échéant, les articles 11 et 12.

36. M. BAROODY (Arabie Saoudite) n’approuve pas la proposition de la délégation des Philippines tendant à remplacer le mot “suffisant” par le mot “décent”. Il n’estime pas qu’en utilisant le terme “décent”, on précise l’idée énoncée.

37. De l’avis de M. EUSTATHIADES (Grèce), on pourrait envisager, si la Commission décide la fusion des deux articles, de tenir compte dans le nouveau **texte de la partie du** paragraphe 2, *b*, de l’article 13, qui a trait à l’amélioration de l’alimentation et du logement.

38. Le PRESIDENT pense qu’il y a accord général sur la possibilité de fondre en un seul les articles 11 et

12. Il suggère donc que, s'il n'y a pas d'objection, la Commission décide de procéder ainsi.

Il en est ainsi décidé.

39. M. BRENA (Uruguay) propose, pour gagner du temps, de constituer immédiatement un groupe de travail.

40. M. DIAZ CASANUEVA (Chili) considère qu'il faut donner aux délégations qui ont présenté des amendements la possibilité de les remanier en tenant compte de la fusion des deux articles. Il y aurait donc intérêt à ne pas constituer trop tôt un groupe de travail.

41. M. PAZHWAK (Afghanistan) estime, lui aussi, qu'avant de créer un groupe de travail, mieux vaut attendre les suggestions que les délégations seraient désireuses de formuler au sujet du texte unique.

42. Il retire son amendement (A/C.3/L.578) tout en se réservant le droit de proposer des modifications au nouveau texte.

43. Mme QUAN (Guatemala) retire son amendement (A/C.3/L.579), étant bien entendu qu'elle pourra le présenter à nouveau par la suite.

La séance est levée à 18 heures.